Sur l’élection présidentielle française
Article paru en mars 2007 dans *Junge Freiheit* (Berlin)

Les élections en France réservent fréquemment des surprises. En avril 2002, c’était la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l’élection présidentielle. En mai 2005, c’était la victoire du « non » au référendum sur le projet de Constitution européenne. Cette année, maintenant que Jacques Chirac a confirmé qu’il ne se représenterait pas et que la liste définitive des candidats a été publiée par le Conseil constitutionnel, la surprise est venue de l’étonnante ascension de l’ancien ministre centriste François Bayrou, qui atteint aujourd’hui dans les sondages à peu près le même score que Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy (entre 22 et 24 % des voix), alors qu’il ne recueillait que 6 % des intentions de vote au début de sa campagne.

Cette montée de Bayrou a deux causes principales. Le député des Pyrénées-Atlantiques a d’abord su prôner une stratégie de « rassemblement » auquel les électeurs sont sensibles, et surtout répondre au sentiment qu’ils sont de plus en plus nombreux à exprimer (60 % dans les plus récents sondages) selon lequel le clivage gauche-droite ne correspond plus à rien. Tout au long de sa campagne, Bayrou n’a en effet cessé de critiquer l’« affrontement stérile » de la gauche et de la droite, dans lequel il voit la cause principale de la crise des institutions françaises, et de contester le monopole du « duo » Royal-Sarkozy à l’intérieur du « système ». Faisant appel à un langage populiste, il a aussi dénoncé le « complot médiatique » dont il s’estime être victime, appelé au soulèvement des Français contre la « collusion du PS et de l’UMP », rappelant au passage ses origines paysannes et béarnaises pour se présenter comme le candidat des régions contre Paris.

La seconde raison est que les sondages le font régulièrement apparaître comme capable de battre au second tour aussi bien Sarkozy que Royal, alors que ces mêmes sondages donnent régulièrement Sarkozy vainqueur de la candidate socialiste. Dès lors, nombre de sympathisants de cette dernière jugent plus utile de voter en sa faveur.

Les adversaires de François Bayrou ne contestent pas sa volonté d’indépendance, mais lui reprochent de n’avoir pas de programme et de vouloir instaurer un régime de « troisième force » dont l’instabilité, jugée inéluctable, rappellerait les pires heures de la IV[e] République. Reproche injustifié, au moins sur le premier point. Bayrou, qui estime que l’Europe doit affirmer son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, reproche de son côté à Sarkozy à la fois

son alignement sur Washington et son intention de soumettre au seul Parlement un nouveau projet de Constitution européenne, le soustrayant ainsi au vote populaire des Français. Il est par ailleurs hostile à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Il est bien entendu trop tôt encore pour savoir si l'ascension de Bayrou va se poursuivre. Les intentions de vote en sa faveur sont assez volatiles et 55 % des électeurs n'ont pas encore définitivement arrêté leur choix. D'ores et déjà, cependant, l'idée que le second tour opposera automatiquement Royal et Sarkozy, scénario retenu en début de campagne par tous les médias, n'a plus rien d'assurée.

La surprise, en revanche, ne risque pas de venir de l'extrême gauche ou des Verts. Non seulement le parti communiste, qui fut naguère l'un des plus grands partis de France, n'est même pas sûr – au terme d'un déclin véritablement historique – d'atteindre 3 % des voix, mais aucun des trois candidats trotskystes n'est lui-même crédité pour l'instant de plus de 2 %. L'écologiste Dominique Voynet, qui avait obtenu 5,2 % des voix en 2002, aura du mal cette année à dépasser 1,5 %. Arlette Laguiller, qui avait atteint 5,7 % des voix, est estimée à 2 %. L'extrême gauche (14,7 % des voix au total en 2002) a visiblement été victime, d'abord de ses divisions – incapable de présenter un candidat unique, elle a préféré se livrer à un « concours de nains de jardin », pour reprendre la formule d'Olivier Besançenot, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire –, ensuite de la volonté de « vote utile » de ceux qui, à gauche, expliquent par la dispersion de leurs voix la présence de Le Pen au second tour de 2002.

La surprise, enfin, peut-elle encore venir de Jean-Marie Le Pen ? A dire vrai, compte tenu des scores de Royal, Sarkozy et Bayrou, on imagine mal comment le président du Front national, actuellement crédité de 14 % des voix, pourrait à nouveau figurer au second tour. Mais il se pourrait bien que son impact soit sous-estimé. En février 2002, il ne recueillait en effet qu'environ 8 % des intentions de vote, alors qu'il en a obtenu 16,8 % au mois d'avril. Un sondage paru dans *Le Monde* en décembre dernier a par ailleurs révélé que plus d'un Français sur quatre (26 %) se déclare désormais d'accord avec ses idées (contre 15 % en 1999), et que 34 % seulement jugent ses positions « inacceptables » (contre 48 % en 1997).

Mais il est vrai aussi que 85 % des électeurs de Le Pen seraient prêts à voter au second tour pour Nicolas Sarkozy, dont la récente proposition de créer un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale n'est évidemment pas étrangère à son désir de séduire l'électorat lepéniste.

Les observateurs s'accordent par ailleurs pour dire que de nouvelles catégories de population, comme les jeunes ouvriers, les habitants des villes moyenne, mais aussi les électeurs issus de l'immigration, s'apprêteraient à voter Le Pen en avril prochain. Un « effet Le Pen » serait même prévisible dans les « cités » des banlieues, où 17 % des jeunes issus de l'immigration avaient déjà voté pour le Front en 2002.

C'est ce qui explique que le discours du Front national se soit depuis quelques mois nettement infléchi. On voit désormais sur ses affiches de jeunes et souriantes « Beurettes » (Françaises d'origine arabe en langage des banlieues). « Français d'origine étrangère, je vous invite à nous rejoindre », déclarait Le Pen dans son discours prononcé à Valmy le 20 septembre dernier, avant de rendre hommage, fin février à Lille, aux luttes sociales menées depuis un siècle contre un « capitalisme prédateur ». La radio Beur-FM a récemment invité

Marine Le Pen à s'exprimer. « Si un second tour oppose Sarkozy à Le Pen, moi je voterai Le Pen », déclare le rappeur noir Rost, animateur de l'association Banlieues actives. Proche du comédien noir Dieudonné, Ahmed Moualek, propriétaire du site Internet La Banlieue s'exprime, a pris des positions analogues. Selon Farid Smahi, membre du bureau politique du FN depuis 1998, le nombre des adhérents du Front d'origine maghrébine serait passé de 1000 en 2002 à 2700 aujourd'hui.

L'écrivain Alain Soral, ancien communiste, qui a rejoint depuis quelques mois l'état-major de campagne de Jean-Marie Le Pen, prône quant à lui l'« alliance révolutionnaire » des jeunes des banlieues, victimes de la « tutelle néocoloniale sociale-démocrate », et des classes moyennes menacées par l'« extrême droite patronale » et le « néocapitalisme mondialisé ». Convaincu que « le peuple comprend plus vite que les élites », il va jusqu'à dire que « si Karl Marx était encore vivant, il voterait pour le Front national ! »

L'hebdomadaire du Front, *National-Hebdo*, affirme lui aussi que « l'intérêt historique du néo-prolétariat issu de l'immigration » est de s'allier avec les classes moyennes, ajoutant même que « les Arabes et les Africains ont toujours été et sont encore des "peuples de droite" » et que, « très naturellement, la jonction devrait s'opérer entre les saines valeurs populaires et aristocratiques – ce sont souvent les mêmes – et le substrat culturel de nos voisins d'outre-Méditerranée, unis contre une société dans laquelle l'homme est devenu une marchandise ». Un tournant qui n'a pas toujours été bien accepté par les franges les plus extrémistes du mouvement, les plus catholiques dénonçant aussi le « laxisme » de Marine Le Pen à propos de l'avortement (tandis que d'autres déplorent ses prises de position « jacobines », hostiles aux langues régionales et à l'« Europe des régions »).

Importante par ses enjeux, la campagne électorale reste à beaucoup d'égards vide sur le fond. Régis Debray, dans un article paru fin février dans *Le Monde*, remarquait que le trait commun des hommes politiques d'aujourd'hui est qu'ils ont plus de compétences que de caractère, qu'en matière de politique étrangère ils se réclament tous de l'idéologie des droits de l'homme (« dont chacun sait qu'ils ne font pas une politique »), et que « ce qui ne passe pas à la télévision, à leurs yeux, n'existe pas ». Il concluait : « La question cruciale aujourd'hui est de savoir si l'Europe peut ou non, face au Sud et à l'islam, constituer une alternative à l'Amérique, ou si l'Occident se condamne à avoir un seul visage, celui de l'Empire. Là-dessus, on peut hésiter. Nicolas Sarkozy nous invite à un Paris-Washington direct. Avec Ségolène Royal, l'avion fera pudiquement escale à Oslo ou à Copenhague ».

Ce qui est en revanche intéressant dans cette élection, c'est qu'elle coïncide avec un repositionnement de toutes les familles politiques. Ségolène Royal prend grand soin de se distancer du parti socialiste. Nicolas Sarkozy veut avant tout marquer sa différence par rapport à Jacques Chirac, et cite à l'occasion Léon Blum ou Jean Jaurès. François Bayrou, qui n'a pas hésité à voter la censure contre le gouvernement voici quelques mois, campe sur des positions qui n'ont plus grand chose à voir avec la vieille Démocratie chrétienne d'où est issu son parti. Marie-Georges Buffet est une candidate communiste qui ne parle jamais du communisme, préférant se présenter comme la porte-parole de la « gauche antilibérale et populaire ». Les trotskystes ne citent évidemment pas Trotsky, tout comme Sarkozy, candidat libéral, s'applique à ne pas parler de « libéralisme ». Tout cela laisse prévoir après le scrutin de sérieux reclassements. D'autant qu'un éventuel succès de François Bayrou (qui a déjà annoncé son intention de créer un nouveau parti en cas de victoire) aurait pour effet assuré de

bouleverser totalement le paysage politique français.

Les plus récents sondages montrent que 71 % des Français ont une « mauvaise opinion » de leurs hommes politiques, que 76 % ne leur font pas confiance, que 49 % les jugent « corrompus », et que 70 % ne font confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner le pays. Ce fossé qui sépare la classe politiques toutes tendances confondues de l'électorat – et d'abord de l'électorat populaire aux revenus les plus faibles – explique le gonflement croissant de ce que le politologue Dominique Reynié appelle la « dissidence électorale », celle-ci correspondant à l'addition de ceux qui ne votent pas, de ceux qui déposent dans l'urne un vote blanc ou nul et de ceux qui votent pour des partis n'ayant pas la moindre chance d'arriver au pouvoir. Cette « dissidence » représentait 19,4 % des électeurs inscrits en 1974. Elle a bondi à 51 % lors de l'élection présidentielle de 2002, et même à 55,8 % lors des élections législatives qui ont suivi, prenant ainsi des allures de désertion civique.

« Le vote protestataire, estime Dominique Reynié, a cédé la place à un vote de perturbation ayant pour but de bloquer les système, comme si les électeurs se comportaient en hackers informatiques ! » « L'étape suivante, ajoute-t-il, serait que cette dissidence s'exprime en dehors du champ électoral ». On n'en est pas encore là.

Alain de BENOIST